

Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **27 (2011)**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

COMPTES RENDUS

Stève Desgré, avec la coopération d'Alain Mélo, *Amellis, histoire de la mutualité dans le Jura*, Saint-Claude, Éditions Amellis Mutuelles, 2010, 170 pages.

Les ouvrages historiques qui sont consacrés à une institution qui les publie elle-même se restreignent le plus souvent à un discours commémoratif et hagiographique. Mais tel n'est pas le cas de ce bel ouvrage qui retrace, à l'échelle du département français du Jura, toute l'histoire mal connue d'un mouvement qui a pourtant de l'importance pour l'histoire sociale, le mutualisme.

En France la Charte de la Mutualité de 1898 définit comme suit les objectifs des sociétés de secours mutuels : elles sont des « associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessure ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs ou orphelins des membres participants décédés » (cité p. 32). C'est un bien vaste programme, qui s'inscrit également dans un projet hygiéniste conforme aux préoccupations de

cette époque. Mais c'est un programme fondamental et pionnier qui s'est développé, certes avec les moyens du bord, et sans doute limité par un caractère toujours et seulement volontaire, en amont des politiques étatiques qui allaient plus tard affronter la question sociale à une tout autre échelle.

Dans le cas jurassien, ces expériences sont très nombreuses, mais elles ont justement la particularité d'être de toute petite taille. Sans doute cela a-t-il poussé les auteurs à écrire une histoire des Mutuelles Amellis qui soit suffisamment reliée au mouvement d'ensemble du mutualisme et aux débats d'idée autour de la question sociale. L'ouvrage ne propose pas seulement un récit, mais aussi divers tableaux et portraits qui le complètent, y compris celui d'une sculpture allégorique qui a été retrouvée dans une pharmacie mutualiste de Saint-Claude. Richement illustré, il est encore complété par un appareil critique très utile.

La mise en place des structures d'assistance et de solidarité en matière de santé et de retraites est particulièrement complexe. Dans le monde mutualiste, elle reste marquée par une volonté de gérer ses propres affaires soi-même et de ne les confier sans contrôle possible ni à autrui, ni à l'État. Après la tragique expérience de la guerre, le mouvement doit pourtant se renouveler et se moderniser. À Saint-

Claude, le mutualisme n'est pas sans relation avec La Fraternelle, la fameuse coopérative ouvrière de consommation. Et il connaît les mêmes difficultés qu'elle. Après les Trente glorieuses, il finit par poursuivre les mêmes objectifs de rentabilisation et de maîtrise des coûts que la Sécurité sociale. Les activités de soins proprement dites sont finalement séparées des activités liées à leur financement pour les assurés. Et les structures ne revendiquent plus un ancrage territorial déterminé. C'est ainsi qu'est née, en 2005 seulement, l'appellation Amellis, appliquée à la Mutuelle du Haut-Jura.

La mutualité du temps présent cherche à concilier le refus du projet lucratif et un certain esprit d'entreprise. Elle reste très implantée dans les régions où elle a connu ses heures de gloire, mais l'avenir nous dira si cette dynamique peut survivre à la réglementation et à la logique de gestion qui prévalent désormais, ou si elle est petit à petit appelée comme ailleurs à disparaître. En attendant de le savoir, cet ouvrage nous permet en tout cas de mieux connaître et de ne pas oublier la genèse et l'évolution d'une œuvre collective de solidarité tout à fait originale.

Charles Heimberg

Dan Gallin, *Fil rouge: expériences et écrits sur le syndicalisme international*. Genève, Collège du Travail, 2009

Né en 1931, à Lvov (Pologne) de parents roumains, Dan Gallin fut entre 1968 et 1997 secrétaire général de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA), fondée en 1920.

Fil rouge retrace une longue expérience militante. Il contient deux entretiens importants. Le premier (2001) retrace l'activité de Dan Gallin à l'UITA, ainsi que son itinéraire politique: membre de l'International Socialist League (1) durant son séjour aux USA, Dan Gallin a adhéré au Parti socialiste suisse en 1955; le second entretien (2008) relate les péripéties d'une lutte importante menée par l'UITA contre une grande multinationale, «l'affrontement avec Coca-Cola au Guatemala (1979-1984)».

Fil rouge aborde aussi l'histoire du mouvement ouvrier international ou l'organisation des femmes dans le secteur informel et leur rôle dans le mouvement syndical. Il se termine par un texte paru dans *Domaine Public* (13.12.2000) «Qu'est-ce que le socialisme? réponse à Christophe Blocher». En effet, le ténor de la droite national-conservatrice avait amalgamé malhonnêtement socialisme et nazisme... (2).

En résumé, indépendamment de désaccords possibles avec l'auteur, *Fil rouge* est un témoignage utile pour l'histoire du mouvement ouvrier. Il en faudrait bien d'autres en cette période d'amnésie historique organisée.

Hans-Peter Renk

(1) Sur l'ISL, Jean Batou, «Redessiner un horizon socialiste», introduction à: Hal Draper, *Les deux âmes du socialisme*. Paris, Syllepse, 2008.

(2) Or, l'un des fondateurs du BGB/PAB (ancêtre du SVP/UDC), le colonel et chirurgien argovien Eugen Bircher, pro-nazi notoire, avait organisé des missions médicales (1941-1943) aux côtés de l'armée allemande en URSS (cf. film de Frédéric Gonseth, «Mission en enfer»).

Martha A. Ackelsberg, *La vie sera mille fois plus belle. Les mujeres libres, les anarchistes espagnols et l'émancipation des femmes*. Lyon, Atelier de création libertaire, 2010, 254 pages.

La vie sera mille fois plus belle est la traduction française, réalisée par Marianne Enckell et Alain Thévenet, d'une étude de l'Américaine Martha Ackelsberg portant sur le combat d'avant-garde de femmes anarchistes, les Mujeres libres, au cours des années trente en Espagne. Ce livre aborde un sujet sensible, celui de l'expérience frustrée des luttes contre l'inégalité de genre, au sein même de mouvements politiques connus pourtant pour leurs revendications progressistes, en termes d'égalité.

La spécificité des Mujeres libres est basée sur leur effort mené auprès des structures anarcho-syndicalistes comme la CNT et la FAI pour être reconnues en tant qu'organisation membre, tout en revendiquant leur spécificité et leur autonomie. Portées par une volonté d'articuler les questions de classe et de genre, elles ne se rattachent pas aux organisations féminines, mais au mouvement libertaire. Elles sont poussées par l'exigence d'être reconnues comme partenaires officielles, mais refusent d'être englobées dans une structure dominée par les hommes, car elles sont sensibles à la marginalisation que subissent les femmes au quotidien. Leur engagement politique, parfois en concurrence avec d'autres associations de femmes, relève d'une stratégie indépendante, mais non séparatiste.

Afin d'occuper un rôle actif dans leur projet de société nouvelle, elles ont mis en place des structures d'éducation (écoles, formations professionnelles, cours du soir, revues, conférences, rencontres, échanges de connaissances entre régions) et d'indépendance (égalité de salaires, congés maternité, organisation de la garde des enfants, etc.) spécifiques aux besoins des femmes pour leur permettre de participer à part égale avec leurs homologues masculins à l'action politique et professionnelle; en effet :

Tous ces compagnons, si radicaux qu'ils soient au café, dans les syndicats et même dans les groupes [de la FAI], laissent tomber leur costume d'amoureux de la libération féminine lorsqu'ils franchissent la porte de leur maison. Là, ils se comportent exactement comme des « maris » quelconques!

Parmi les témoignages, certains rendent compte de cette difficulté de reconnaissance au sein de la mouvance libertaire :

La lutte ne se passait pas seulement dans les usines dans les rues ni même dans les athénées. Elle devait se faire à la maison. Parfois les garçons riaient et se moquaient de nous quand nous en parlions... Ils disaient que c'était la lutte de nous tous et que nous devons lutter ensemble. Mais je disais que ce n'était pas seulement cela. Il nous faut nous exprimer nous-mêmes, être qui nous sommes et ce que nous sommes. Nous ne voulons pas vous prendre quoi que ce soit, nous avons besoin de nous

*développer nous-mêmes, d'exiger nos propres droits*².

Si l'auteure de cet ouvrage engagé admet ne pas avoir fondamentalement complété sa première édition de 1991, ce qui explique les manques en termes de références bibliographiques sur l'histoire de l'anarchisme espagnol et de la guerre civile, la richesse de son propos est ailleurs. Elle réside dans l'apport des entretiens que Martha Ackelsberg a réalisé avec 28 militant·e·s qui ont connu l'expérience des Mujeres Libres jusqu'à la défaite républicaine. En croisant l'histoire orale et les données archivistiques, elle redonne une corporéité à ces femmes libertaires qui ont tenté, au cours des années trente, de traduire dans la pratique les déclarations théoriques d'égalité sociale prônées par la CNT et qui ont essayé de poursuivre leur engagement sous d'autres formes après le conflit.

Mari Carmen Rodríguez

(1) Témoignage de Kiralina (pseudonyme de Lola Iturbe, 1909-1990), «La educación social de la mujer», *Tierra y libertad*, 1, No 9, 15.10.1935, p. 4. Cité par Martha A. Ackelsberg, *op. cit.*, p. 126.

(2) Témoignage d'Enriqueta, Cité par Martha A. Ackelsberg, *op. cit.*, p. 92.

Markus Bürgi et Mario König, *Harry Gmür. Bürger, Kommunist, Journalist. Biographie, Reportagen, politische Kommentare*, Zurich, Chronos, 2009, 320 p.

Étrange carrière, qui valait d'être rappelée, que celle de cet intellectuel compagnon de route du parti communiste suisse aujourd'hui bien oublié. Étrange, mais atypique aussi, puisque Gmür, né d'une riche famille bernoise, et disposant très jeune de l'héritage d'un père précocement décédé, ne connaîtra jamais véritablement de problème d'argent, au contraire d'autres intellectuels qui, privés de source de revenu dans la presse ou dans la fonction publique par l'ostracisme d'un camp bourgeois supportant mal la critique, vivront une existence matérielle précaire, à l'exemple de Hans Mühlestein ou Peter Surava.

En 1933, il a alors 25 ans, de retour d'un séjour académique allemand classiquement mené étant donné ses origines sociales, couronné par une thèse d'histoire sur Saint-Thomas d'Aquin et la guerre, Harry Gmür s'installe à Zurich avec sa jeune épouse et leur première fille. Premier décrochement par rapport à l'itinéraire qui aurait dû être le sien, ce mariage précoce, à 22 ans. D'autant que la mariée, fille de médecin, a certes du bien, mais elle est d'origine juive... Deuxième décrochement: le jeune homme entre au Parti socialiste suisse, à la suite, semble-t-il, d'une rencontre avec l'éditeur Hans Oprecht, actif dans les milieux académiques et artistiques allemands exilés dans la grande métropole alémanique. Gmür est alors engagé par ce même

Oprecht pour travailler à un «plan d'action du travail», sorte de première version de l'initiative de crise. Après l'échec de cette initiative en votation populaire, il se retire une année au Tessin avec sa famille: lectures, divers essais littéraires inaboutis, réflexions politiques... C'est là que naît le projet d'un hebdomadaire culturel socialiste. Financé largement par Gmür lui-même, cet hebdomadaire est lancé en février 1937 sous le titre *ABC. Unabhängige schweizerische Tribüne*. Le nouveau journal réunit sur sa ligne antifasciste un important groupe d'intellectuels suisses, parmi lesquels Rudolf J. Humm, Carl A. Loosli, Hans Mühlestein, Jakob Bühler, Paul A. Brenner, Walter Lesch, Walter Muschg, Charles F. Vaucher, ou encore l'écrivain Friedrich Glauser qui donne en prépublication son fameux roman *Gourrama* et qui déclenchera une violente polémique avec une critique acerbe de *Retouches à mon retour d'URSS* d'André Gide... Ancien correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Berlin, qui a démissionné en 1933 parce qu'il n'approuvait pas la ligne du journal, Joseph Halperin prête son expérience au jeune hebdomadaire et fait souvent office de deuxième rédacteur en chef.

Malgré la qualité de ses sommaires, l'*ABC* peine à trouver ses lecteurs, à sortir du bassin zurichois et à dépasser les 3500 abonnés. Gmür n'a pas voulu y prêter attention, mais la concurrence est forte: les hebdomadaires *Die Nation*, *Weltwoche*, *Zürcher Illustrierte* occupent, chacun à leur manière, le terrain de l'antifascisme et des enquêtes critiques. Le jugement négatif porté par *ABC* sur les accords dit de paix du travail dans la

métallurgie, son soutien de plus en plus marqué à l'URSS, seule puissance à s'investir dans le camp républicain espagnol, ne sont peut-être pas pour rien dans son insuccès. Pour relancer la machine, Gmür et son équipe mettent sur pied, début 1938, une campagne d'abonnements qui doit s'appuyer sur une affiche très expressive dénonçant la mainmise nazie sur la presse suisse. Sous le prétexte de mise en danger des relations avec l'Allemagne, le Procureur de la Confédération, complaisamment averti, confisque en mars tout le stock d'affiches au format mondial prêtes à être placardées. Déjà déçu par le déficit de l'année précédente, qu'il a épongé de ses deniers, le rédacteur en chef accuse le coup, et, à la surprise de ses collaborateurs, il décide d'abandonner l'affaire. La société est liquidée en mai 1938. Deux mois plus tard, avec quelques-uns de ses complices d'*ABC*, Gmür lance alors la revue mensuelle *Heute und Morgen*, proche du parti communiste. L'expérience dure une année, l'interdiction fédérale des activités communistes mettant fin à la revue. Durant la guerre, il participe à la presse communiste illégale, notamment *Neue Welt*, tout en animant un groupe socialiste oppositionnel et en affrontant en août 1941 un procès pour menées communistes et anarchistes...

Lorsque le parti communiste est reconstitué en 1944, Gmür, entre-temps exclu du parti socialiste, est nommé rédacteur en chef du journal du parti, *Vorwärts*. Le premier *Vorwärts* n'est pas sans rappeler *ABC*, rassemblant des hommes de diverses tendances, du catholique de gauche Xaver Schnieper au socialiste Paul Fell en passant par les

incontrôlables Peter Surava ou Carl Albert Loosli. Cela fait sa richesse, mais les conflits ne tardent pas à se manifester. Le rédacteur en chef défend la ligne orthodoxe, n'hésitant pas à censurer ses camarades trop curieux sur Katyn ou sur les conditions de l'occupation russe de Berlin, mais cette loyauté ne lui est pourtant guère utile lorsque l'affaire Hofmaier déstabilise le parti. En janvier 1947, Gmür ne fait plus partie de l'équipe de rédaction de *Vorwärts* renouvelée, confiée à des hommes sûrs.

Affecté par ces intrigues, il tente pourtant de rebondir et fonde la maison d'édition Universum. Entre 1947 et 1950, Universum publie une vingtaine de livres, privilégiant les auteurs des pays de l'Est, mais aussi Egon Erwin Kisch ou Erskine Caldwell. Quelques livres sont des traductions, comme les *Kleine Negermärchen für weisse Kinder* de Blaise Cendrars. L'entreprise se révèle pourtant incapable de sortir des chiffres rouges, et le rythme de publication diminue avant que l'affaire ne capote en 1954. Gmür a entre-temps tenté de mettre sur pied une société de distribution de films, Exotik-Film, qui ne vivra que sur le papier. En effet, la Chambre suisse du cinéma lui refuse toute autorisation d'exercer son activité de loueur de film...

Sous l'effet de ces échecs répétés, Gmür semble alors sombrer dans une profonde dépression, qu'une consommation régulière d'alcool n'aide pas à surmonter. Il s'est retiré de toute activité politique, s'adonnant dans ses heures sobres à l'écriture d'un roman qui ne paraîtra jamais. Grâce à la ténacité de sa femme Gena et à la fidélité active de son

ami Marcel Brun, plus connu sous son pseudonyme de Jean Villain, il obtient, fin 1958, un mandat pour la *Neue Weltbühne*, qui va le voir entamer une nouvelle carrière, inespérée, de grand reporter. Héritière de la fameuse *Weltbühne* de l'entre-deux-guerres, la revue est-allemande est à la recherche d'un reporter qui puisse voyager sans entrave, ce qui n'est pas le cas des journalistes est-allemands. Ce qui aurait pu n'être qu'une expérience ponctuelle se transforme en une collaboration régulière: sous le pseudonyme de Stefan Miller, Gmür donnera entre 1958 et 1976 plus de 350 articles à la *Neue Weltbühne*. La plupart d'entre eux portent sur l'Afrique et le mouvement de décolonisation qu'il suit avec sympathie mais avec un regard critique et un certain humour froid. Ses voyages offrent à celui qui commence à être connu sous le nom de Stefan Miller la matière de cinq livres publiés en Allemagne de l'Est, qui restent aujourd'hui encore des témoignages valables sur la décolonisation en Afrique noire. Le dernier d'entre eux, *Guinea, ein afrikanischer Weg*, paraît en 1979, l'année de la mort de Gmür des suites d'une intervention chirurgicale.

Cette biographie surprenante, construite sur des sources éparses mais nombreuses, écrite de manière plaisante, est suivie, dans la seconde partie du livre, par un choix d'articles de Gmür parus dans *ABC* puis dans la *Neue Weltbühne*.

L'histoire des intellectuels en Suisse s'est faite jusqu'à présent essentiellement par le biais de biographies — que l'on songe à Reynold, Salis, Rougemont, Frisch, Loosli, Künzli, Meienberg, Mühlestein... Ce livre s'inscrit dans cette lignée,

apportant une contribution précieuse à l'histoire de la nébuleuse antifasciste de l'entre-deux-guerres, mais aussi aux blocages de la guerre froide et à l'heureuse diversion qu'ont pu être pour certains le mouvement de décolonisation et le transfert de l'espoir révolutionnaire de l'Europe vers ce que l'on commence à appeler le Tiers-Monde, transfert qui bien souvent évite d'avoir à se questionner sur le passage du communisme rêvé au «communisme réel».

Alain Clavien

Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste. La commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, Lausanne, Antipodes, 2010, 517 p.

L'Entente internationale anticommuniste (EIA), plus connue sous le nom de «ligue Aubert», est créée en automne 1924 sous la houlette d'un petit groupe de Genevois, parmi lesquels l'avocat Théodore Aubert et le docteur Georges Lodygensky, Russe blanc exilé à Genève, mais aussi Lucien Cramer, René Hentsch, Guillaume Favre, Jacques Le Fort, Rodolphe de Haller, Eugène Gaulis, plus tard Raymond Deonna... On le constate, les élites libérales-conservatrices sont bien représentées. Le livre de Stéphanie Roulin offre sur ce point une vue assez saisissante des fantasmes de ces milieux qui, par ailleurs, financent généreusement dès ses débuts le bureau d'information anticommuniste que l'Entente ambitionne d'être, signe

tangible du fait que leur crainte du communisme n'est pas que rhétorique.

Le «Bureau» est le centre névralgique de la nouvelle organisation. À partir surtout d'articles tirés de journaux ou de livres de propagande soviétiques, il cherche à démontrer le caractère foncièrement mauvais, la noirceur essentielle du communisme, tels qu'il se donne à voir dans ses propres productions. Il choisit les textes, les traduit, les diffuse dans la presse; les réinterprétant pour les faire entrer dans son cadre idéologique, il en fait des éléments de démonstration et de preuve qui sous-tendent le discours anticommuniste inlassablement répété dans les brochures et les petites revues que l'Entente édite, dans les cours de formation et dans les conférences qu'elle organise. Si la diffusion d'information anticommuniste constitue son rôle essentiel, le «Bureau» sait aussi jouer de ses réseaux pour pratiquer un intense lobbying politique parfois. Pas toujours avec succès du reste, puisqu'il ne pourra empêcher ni la reconnaissance diplomatique de l'URSS par plusieurs grands pays européens ni son entrée à la Société des Nations.

Même s'il est à la fois son cœur et son cerveau, le «Bureau» n'est toutefois pas le seul organe de l'Entente. Sur le modèle à la fois envié et craint du Komintern, l'organisation genevoise se dote peu à peu de plusieurs sous-ensembles, comme la «section jeunesse», la «section féminine» ou l'Institut antimarxiste, à la vie souvent fluctuante et incertaine. En 1933, la création du comité Pro Deo participe de cette même logique de bourgeonnement et de spécialisation.

Depuis la fin des années vingt, la persécution religieuse a pris de l'importance en URSS, suscitant des protestations qui restent faibles. Mais en 1930, le pape Pie XI lance le poids du Vatican dans la bataille. L'EIA voit tout de suite l'intérêt qu'il pourrait y avoir à se rapprocher de ce combat religieux pour l'intégrer à son argumentaire. Par l'intermédiaire de l'un ou l'autre de ses amis italiens, elle tente de se faire remarquer à Rome, mais sans grand succès, car on se méfie d'une entreprise jugée trop politique. Pro Deo aura donc pour tâche de contourner cette réticence, puisque son comité prétend s'être constitué dans le seul souci de défendre les chrétiens persécutés en URSS, sans aucune arrière-pensée politique. Alors même qu'il en est une émanation, alors même que plusieurs de ses dirigeants sont à la fois membres des deux organisations, Pro Deo se défendra toujours d'entretenir des liens étroits avec l'EIA. Il s'agit de capitaliser l'indignation spirituelle et morale soulevée par la lutte anti-religieuse relancée par Staline et de jouer sur un anticommunisme de valeur sans effaroucher par des considérations politiques.

La principale réalisation de Pro Deo est une grande exposition itinérante contre les Sans-Dieu, qui amalgame la répression antireligieuse soviétique et l'athéisme militant occidental, dans une perspective qui relève plus de la théorie du complot intérieur et du conformisme conservateur que du combat contre la dictature. Pro Deo s'efforce par ailleurs de multiplier les contacts. Elle tente de s'attirer les bonnes grâces de la hiérarchie catholique qui, à l'exception de quelques jésuites alé-

maniques, restent distante, tout comme restent distantes les Églises protestantes. La défense de la religion persécutée permet quelques ouvertures avec des organisations suivant des buts semblables à l'étranger, notamment en Allemagne où Pro Deo flirte jusqu'en 1939 avec le Gesamt Verband deutscher antikommunistischer Vereinigung, proche du Ministère de la propagande de Goebbels. Avec beaucoup de finesse, Roulin décrit également les rapports, parfois tendus, internes au comité. Car Pro Deo représente les trois courants principaux du christianisme : catholique, protestant et orthodoxe. Au début, tout à leur combat anticommuniste, les promoteurs ne semblent pas avoir mesuré le caractère novateur de cet assemblage insolite pour l'époque, mais les réactions qu'il suscite chez certains interlocuteurs les forcent à en prendre conscience. Il serait pourtant exagéré de parler ici d'œcuménisme, car l'expérience interconfessionnelle n'est que de circonstance.

Richement documentée et minutieusement menée, écrite d'une plume alerte, qu'entrave parfois un brin le scrupule du détail, l'étude de Roulin documente à partir d'un exemple précis la diversité et l'intensité des solidarités internationales d'un anticommunisme en s'attardant sur le processus pratique de construction et de mise en œuvre d'un large réseau : les approches, les tentatives de coopération et les apprivoisements, les réticences et les ambitions, les détournements, les manipulations et les calculs stratégiques, autant que les susceptibilités et les rivalités, esquissent les contours d'une comédie humaine étriquée dans ses ambitions

intellectuelles, mais dont on ne peut s'empêcher de penser qu'elle n'est pas caractéristique des seuls milieux examinés ici.

Alain Clavien

Nelly Valsangiacomo & Francesca Mariani Arcobello (a cura di), *Altre culture. Ricerche, proposte, testimonianze*, Bellinzona, Fondazione Pellegrini-Canevascini, 2011, 366 pages.

Ce nouveau volume collectif publié par la Fondation Pellegrini-Canevascini de Bellinzona porte sur les constructions culturelles qui sont propres au mouvement social et prolonge les travaux déjà rassemblés dans *La befana rossa. Memoria, sociabilità e tempo libero nel movimento operaio ticinese*, dirigé par Marco Marcacci en 2005. À première vue, les contributions proposées sont assez disparates. Ce sont des recherches, des propositions ou des témoignages. Elles portent de la fin du XIX^e siècle à nos jours et concernent soit le mouvement ouvrier tessinois dans son affirmation politique et sociale, soit les immigrés italiens en Suisse, à travers leurs activités de sociabilité, de formation ou de militantisme.

Ce qui réunit tous ces articles, c'est d'abord et surtout l'examen de différentes formes de constructions culturelles autonomes, alternatives à la pensée dominante, d'opposition, provenant du bas de la société. Elles peuvent relever d'activités éducatives, conçues comme une préparation à la possibilité ultérieure de mener des luttes et d'améliorer la condition des subalternes, ou de formes

d'agitation politique et sociale. Sont ainsi à distinguer parmi ces textes ceux qui concernent des activités culturelles développées dans des périodes de faible mobilisation et ceux qui portent sur des constructions culturelles en situation de lutte.

Pour rester dans le registre des distinctions, le sport et le chant ouvriers impulsés par le paternalisme patronal de la Monteforno ont évidemment peu à voir avec une construction culturelle complètement indépendante. Les recherches de Mattia Pelli à ce propos, comme celles d'Alessandro Portelli pour les aciéries de Terni, montrent pourtant que ces activités produisent à la fois du contrôle social et de l'expression ouvrière autonome.

La construction par le bas d'un syndicalisme de combat pose de son côté tout le problème de l'intégration des organisations syndicales traditionnelles dans les rouages, qui se révèlent parfois sournois, du fonctionnement politique et social de la société. Ici, à propos de l'action directe et de l'auto-organisation ouvrière, Angelica Lepori Sergi nous parle d'une situation de forte mobilisation, celle de la grève de CFF-Cargo aux ateliers de Bellinzona, les *Officine*. Elle montre alors que même si elles ne sont pas tout à fait de même nature, des constructions culturelles ouvrières sont tout à fait possibles, et même facilitées, dans le feu de l'action.

Parmi les témoignages, Pasquale Genasci et Gabriele Rossi nous proposent à juste titre celui de leur engagement pour la construction d'une histoire ouvrière au sein de la Fondation Pellegrini-Canevascini. Mais deux autres contributions parlent des mouvements de femmes au

Tessin. La première, de Susanna Castelletti et Anita Testa-Mader, propose de nombreux extraits d'entretiens autour de l'affirmation de ce mouvement dans la seconde moitié du XX^e siècle. Elle montre notamment combien était important, pour ces femmes engagées, de «partager entre femmes des pensées, des lectures et des discussions, mais aussi d'éprouver et d'affirmer une nouvelle identité à tous les niveaux de la vie quotidienne et publique» (p. 283). Ce qui peut bien sûr rappeler en quelque sorte ce qu'il en était pour le mouvement ouvrier en tant que tel durant les premiers temps de son affirmation. La seconde contribution évoque pour sa part le rôle des femmes dans la lutte des *Officine* de Bellinzone, notamment leur inscription dans une certaine durée par le biais de représentations théâtrales qu'elles ont mises sur pied.

C'est en fin de compte un volume d'une grande richesse, dont nous n'avons évoqué ici que quelques contributions, qui nous est proposé pour examiner ces modalités d'affirmation culturelle. Il nous montre d'une manière générale qu'elles ne vont jamais de soi alors qu'elles sont tellement importantes.

Charles Heimberg

Claire Zalc, *Melting Shops. Une histoire des commerçants étrangers en France*, Perrin, 2010.

L'histoire des commerçants étrangers en France que nous propose ici Claire Zalc n'est pas une histoire du petit patronat comme les autres. L'étude intéresse à plus d'un titre l'histoire du mouvement ouvrier, en particulier pour son analyse des stéréotypes qui imprègnent les travailleurs migrants.

S'appuyant sur le Registre du commerce, qui recense dès 1920 les commerçants en indiquant leur origine, Claire Zalc retrace les parcours des boutiquiers, cordonniers et autres vendeuses de fleurs du Département de la Seine entre 1920 et 1939, et déconstruit un certain nombre de représentations classiques de l'immigration.

La première d'entre elles concerne le lien entre origine migratoire et type d'activité. Les stéréotypes du «maçon italien» ou du «tailleur juif» ne résistent pas à l'analyse des chiffres, et les spécialisations sectorielles relèvent autant des opportunités économiques que des trajectoires biographiques particulières. Deuxièmement, le petit commerçant qui s'installe à Paris au début du XX^e siècle est avant tout un travailleur immigré qui cherche à gagner son pain et pour qui la boutique n'est pas toujours, loin s'en faut, une consécration. Au-delà du cas emblématique de Norbert Elias, dont l'expérience d'artisan du bois entre 1934 et 1935 constitue une parenthèse dans une carrière académique plutôt mouvementée, Claire Zalc montre que l'accès à l'indépendance n'est pas toujours synonyme de

promotion sociale. Stratégie de survie pour les uns, aboutissement d'un long projet familial pour les autres, l'ouverture d'une boutique doit être replacée dans le contexte des trajectoires personnelles des migrant·e·s. Les parcours individuels présentés montrent une variété des possibles que l'auteure rend avec beaucoup d'habileté.

Pour conclure, l'historienne montre que la fermeture du monde de l'entreprise privée aux étrangers en 1939 pourra se faire sans encombre car elle s'inscrit dans un processus éprouvé. La stigmatisation des migrant·e·s, par l'inscription des nationalités dans le Registre du commerce, a en effet permis de préparer la discrimination nationale qui est adoptée par décret-loi en 1938 déjà, rendant ainsi possible l'aryanisation économique qui frappe la France entre 1940 et 1944.

De manière plus générale, l'étude de Claire Zalc démontre qu'il n'est pas envisageable de penser l'immigration en différenciant les causes économiques, familiales et politiques, comme c'est souvent le cas, mais que ces facteurs sont dans la plupart des cas liés. Il n'y a en effet pas de trajectoires typiques, de «bons» ou de «mauvais» immigrant·e·s. Il y a par contre, aujourd'hui encore, des politiques discriminantes qui construisent des stéréotypes que l'on aimerait voir plus souvent déconstruits par des ouvrages comme celui de Claire Zalc.

Pauline Milani

Alix Heiniger, *Exil antifasciste et politique fédérale du refuge. Le camp de Bassecourt (1944-1945)*, Neuchâtel, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2010, 164 pages.

Ce petit livre aborde un aspect peu connu de l'histoire contemporaine de la Suisse, le sort particulier qui a été réservé aux réfugiés politiques antifascistes pendant la Seconde Guerre mondiale. Issu d'un mémoire de licence, il évoque le traitement spécial imposé à des militants que leur orientation politique rendait particulièrement dangereux aux yeux du Ministère public fédéral.

L'étude montre à la fois la rigueur imposée à des individus qui étaient considérés comme dangereux et l'absence de toute rigueur dans les modalités des prises de décision à leur égard. Elle donne à voir des logiques d'action différentes – collectives pour les réfugiés, strictement individuelles pour les autorités – et des points de vue incompatibles expliquant par exemple que les internés réclamant leurs droits ne pouvaient qu'être accusés de suivre une stratégie politique aux yeux des autorités et de leurs surveillants. Les sources sur le camp de Bassecourt contiennent d'ailleurs la description d'un véritable «Soviet» très bien organisé et soumettant tout le camp, mais ces documents nous informent sans doute bien davantage sur l'image que les fonctionnaires fédéraux se faisaient de ces réfugiés que sur la réalité de la vie dans le Sonderlager jurassien. Il apparaît par contre que l'attitude politique majeure des réfugiés concernés a tout d'abord consisté à adopter une conduite exemplaire afin de

ne fournir aucun prétexte à leur éventuelle stigmatisation.

Lorsqu'on évoque les camps d'internement en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, l'image des camps de concentration voisins s'invite volontiers pour ne pas faire trop de cas des restrictions et des rudesses de la réglementation helvétique. Cette posture est à la fois compréhensible et pas vraiment pertinente. Le contexte dramatique de l'époque ne saurait en effet expliquer et rendre inévitable n'importe quelle décision administrative de la part des autorités helvétiques.

En évoquant les limites de son travail, Alix Heiniger se demande notamment, page 149, «qui sont ces personnes qui décidaient que l'un était communiste, donc dangereux, alors qu'un autre, fuyant non pas le fascisme ou le nazisme mais sa défaite, bénéficiait de la bienveillance des fonctionnaires». Il est vrai que cette question se pose et qu'elle mériterait non seulement une recherche documentaire spécifique, mais aussi une description plus large de cette pensée conservatrice et de ces préjugés politiques qui sont à la source de ce traitement d'exception. Cela étant, cette étude monographique a le mérite de mettre à jour, par une étude de cas, quelques aspects d'une culture politique des autorités suisses qui n'induisait guère d'empathie à l'égard des antifascistes et des communistes.

Charles Heimberg

Henri Thurre, *Du marbre au cœur des Alpes. Histoire de la carrière de Saillon, Fribourg, Faim de siècle, 2009, 215 p. illustr.*

Très bel objet que ce livre richement illustré sur une carrière de marbre valaisanne. L'auteur, un historien amateur, passionné par les galeries abandonnées au-dessus de son village où, gamin, il aimait aller jouer, nous dit tout ce qu'il aurait aimé savoir sur cet univers mystérieux : les débuts de l'exploitation au milieu du XIX^e siècle, la succession des sociétés exploitantes, les infrastructures peu à peu mises en place pour cette exploitation, comme le funiculaire qui remplace la dangereuse descente de blocs de cipolin sur des rondins de bois, les diverses techniques d'extraction et de découpe du marbre, enfin un inventaire scrupuleux des réalisations architecturales ou artistiques qui ont utilisé le marbre de Saillon – Église catholique Notre Dame à Vevey ou chapelle expiatoire de Notre Dame de la Consolation à Paris, hall d'entrée de la banque Leu, sur la Bahnhofstrasse à Zurich ou Opéra de Lille, Cathédrale Saint-Arnoux, à Gap, etc.

Mais «qui donc a construit Thèbes aux sept portes»? Dans cette ode au marbre valaisan, quelques pages sur le monde ouvrier (pp. 124-136), puisqu'il faut bien des bras solides pour extraire, scier, polir et déplacer ce matériel. L'auteur donne ici du matériel brut, très peu organisé : fiches de paie, comptes rendus d'accidents, listes d'ouvriers établie par les autorités, plaintes déposées contre eux par des commerçants... Et quelques considérations patronales, assez crûment

exprimées, à l'exemple de cette remarque de 1879 destinée aux actionnaires: «les passages continuels d'Italiens fourniront largement et à bas prix la main-d'œuvre qui ne serait pas trouvée en quantité suffisante, bien qu'à de fort bonnes conditions également, dans les villages environnants». Tout un programme!

Alain Clavien

Pierre Jeanneret (éd.), *Henri Cornaz (1920-2008) et les Éditions de La Thièle*, Coll. Mémoire éditoriale, Ed. d'en bas, Lausanne, 2010, 158 p.

D'Henri Cornaz, l'imprimeur yverdonnois fondateur des Éditions de La Thièle, convaincu qu'il était que «l'art et la culture ne prémunissent pas contre le crime et la barbarie», on pourrait dire qu'il a poursuivi jusqu'à sa mort l'utopie d'une société où s'épanouirait une culture populaire à laquelle pourraient adhérer à la fois ouvriers et intellectuels. C'est en tout cas une des facettes du personnage qui ressort du portrait collectif brossé sous la direction de l'historien Pierre Jeanneret.

Publié dans la collection Mémoire éditoriale des Éditions d'en bas, l'hommage rendu à ce typographe puis patron imprimeur et éditeur, attiré très tôt par les livres, autodidacte, un temps marxiste, militant pour la cause algérienne, «passeur culturel», ne fait pas que restituer la vie multiple d'un homme honorable. Il permet aussi de prendre conscience de la richesse intellectuelle et politique existant dans le canton de Vaud

dès la fin de la guerre mondiale et jusque dans les années 1970 et de cerner le rôle qu'y a joué la maison d'édition fondée par Henri Cornaz.

Dans le chapitre «Engagements», Pierre Jeanneret résume à grands traits la vie d'un fils de patron imprimeur, né en 1920 à Yverdon, dans le Nord vaudois. Une ville longtemps industrielle, où les ouvriers forment la majeure partie de la population, où le rôle de l'imprimé est important.

Très tôt orphelin de mère, le jeune Henri Cornaz a envie d'étudier, mais se résignera à faire un apprentissage de typographe dans la perspective de reprendre l'entreprise familiale. Grand lecteur, il est non seulement attiré par le contenu des livres, mais aussi par leur typographie, le soin mis à leur reliure. En revanche, il n'a pas de goût particulier pour les «beaux livres», ce luxe réservé aux privilégiés. C'est l'amour de la lecture et des idées qui lui feront, en définitive aimer son métier avec passion.

Mais Henri Cornaz n'est pas seulement un homme des livres: il aimera aussi passionnément la musique, le cinéma, la peinture et le théâtre. Ce dernier notamment à partir de sa découverte de Bertolt Brecht lorsqu'il séjourne à Zurich pendant la guerre et y retrouve son ami d'enfance, le metteur en scène Benno Besson. C'est aussi durant ce séjour en Suisse alémanique qu'il acquiert une conscience antifasciste d'airain, qui le conduira, un temps, à adhérer aux idées communistes et à s'engager très fortement — notamment par le biais de son instrument de travail, son imprimerie — en faveur de l'indé-

pendance algérienne. La fondation des Éditions de La Thièle, en 1969, est ainsi une manière de «mettre son imprimerie au service de ses passions». Le premier ouvrage publié est un ouvrage de Jacques Urbain consacré à l'acteur emblématique de la gauche francophone, *Il y a dix ans, Gérard Philipe*.

Il s'est intéressé à la typographie et a contribué à diffuser, en les utilisant dans ses imprimés les nouveaux caractères inventés par les graphistes suisses internationalement utilisés aujourd'hui. Il a conçu, avec son épouse Jacqueline Besson — qui partage une bonne partie de ses engagements — une exposition qui a connu un succès international sur Fortunato Bartolomeo de Felice, l'imprimeur et éditeur de *l'Encyclopédie d'Yverdon* (une refonte complète de *l'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert). Avec son ami Benno Besson, il a fait connaître le théâtre de Bertolt Brecht au public vaudois. Enfin, il a écrit : sur la typographie, sur son métier, ainsi qu'une autobiographie.

De chapitre en chapitre, au fil des souvenirs et des témoignages de collègues, amis, camarades, le lecteur découvre toutes les facettes et surtout la grande diversité des engagements et des activités d'Henri Cornaz. On se demande d'ailleurs où il a trouvé le temps de tout faire, puisqu'il était simultanément patron d'une petite entreprise... Ses filles le disent dans le dernier chapitre de ce petit livre : «Au final, la multiplicité des engagements et des activités de nos parents, la richesse des contacts et relations nouées au fil du temps sont frappantes : c'est ainsi que, sans quitter

leur ville, ils surent s'ouvrir au monde et le faire venir à eux.»

L'ouvrage est accompagné d'un DVD : *Henri Cornaz, imprimeur*, interview réalisée en 2007 par Pierre Jeanneret

Diane Gilliard

L'histoire sociale de la Suisse, une esquisse historiographique – Sozialgeschichte der Schweiz, eine historiographische Skizze. Revue traverse 2011/1. Zurich, Chronos, 304 p.

La revue bilingue *traverse* a entrepris de faire la bibliographie et le bilan des disciplines historiques qui se sont développées depuis une quarantaine d'années : après l'histoire économique en 2010, avant l'histoire culturelle et l'histoire politique, voici l'histoire sociale. Ambitieux projet, en particulier pour ce sujet-ci, qui a suscité bien des controverses intellectuelles et universitaires.

Le champ couvert par la bibliographie, s'il est plus limité dans le temps, est nettement plus vaste que celui du volume coordonné par Brigitte Studer et François Vallotton, *Histoire sociale et mouvement ouvrier* (Lausanne et Zurich, 1998). Une première partie recense des études sur le moyen âge et le début des temps modernes, tandis que la deuxième porte sur l'histoire contemporaine : les couches sociales (Mario König), l'histoire des mouvements sociaux (Kristina Schulz), de la protection sociale (Matthieu Leimgruber), enfin sur les encyclopédies cantonales, dont je ne comprends pas bien ce qu'elles font là. Rebekka Wyler

combine de manière un peu acrobatique l'histoire ouvrière et l'histoire des «gens d'en bas». Les articles de Silvia Arlettaz sur l'immigration et d'Elisabeth Joris sur les rapports sociaux de genre sont, quant à eux, brossés magistralement et témoignent de connaissances... encyclopédiques. Les auteurs ne se bornent pas à un panorama de la littérature, ils posent des problématiques et ouvrent des perspectives sur les recherches qu'il faudrait encore faire; les résultats de l'exercice sont inégaux.

Il est en effet difficile de cerner le sujet; et l'introduction au cahier n'y aide guère, qui porte sur des catégories abstraites («l'espoir de comprendre le changement de la société en identifiant les rapports observés dans un contexte aux causes multiples», la «société bourgeoise... portée par un large spectre de nouveaux groupes sociaux différenciés») et sur les états d'âme des historiens. Elle présente en outre de curieuses discrepances entre la version française et la version allemande: avant 1970, l'histoire aurait-elle été «terriblement conservatrice» ou simplement «bisher so traditionsgebunden»? L'affirmation selon laquelle «aujourd'hui, l'histoire sociale est aussi une histoire culturelle» n'est quant à elle guère étayée.

Difficile d'avoir lu tout ce qui est paru en Suisse, dans les différentes langues. Nous nous reprochons souvent, à la rédaction des *Cahiers*, de ne pas suivre assez attentivement ce qui se publie en allemand, mais nous pourrions renvoyer la critique à nos camarades alémaniques. Ce genre de travail ne devrait-il pas être mutualisé, circuler et s'enrichir des

connaissances de différentes équipes? Deux exemples.

- Les *Cahiers de l'AEHMO* sont évoqués à plusieurs reprises, ce qui nous fait honneur – mais ont-ils été seulement lus? Par Silvia Arlettaz sans doute, qui cite généreusement le dossier sur les migrants (n° 17, 2001); mais le 21, *Contestation et mouvements*, et le 23, *Solidarités internationales*, n'auraient pas déparé le chapitre sur les mouvements sociaux, et quasiment toute la série ainsi que notre recueil *Mourir en manifestant* auraient eu leur place dans le chapitre «Le prolétariat et les autres».

- Sur l'anarchisme, Rebekka Wyler mentionne une plaquette charmante mais anecdotique de Charles Thomann et la thèse érudite de Nino Kühnis (en cours). Les travaux de ces dernières années que j'ai répertoriés sont surtout des mémoires non publiés (Alexandre Elsig sur la Ligue d'action du bâtiment, Miguel Filgueras sur les anarchistes romands et la guerre d'Espagne, Véronique Rebetz sur l'antimilitarisme pendant la Première Guerre, David Burkhard sur la répression à Neuchâtel au temps de la propagande par le fait, entre autres) ou des ouvrages non universitaires (les biographies de Louis Bertoni et de Giovanni Devincti par Gianpiero Bottinelli, celle des frères Nacht par Werner Portmann, voire la réédition de ma *Fédération jurassienne*, par exemple). Leurs auteurs auraient-ils eu plus de chances de publier en Suisse alémanique, de financer leur travail d'historiens indépendants? Elisabeth Joris est la seule à mentionner les grandes différences dans les conditions de recherche et de publication. Les efforts

déployés par des éditeurs francophones indépendants, Alphil, Antipodes, en bas, ne suffisent pas toujours à financer des publications, quelles que soient leurs qualités.

Plus généralement, il est dommage que des ouvrages parus dans les deux langues, comme *Vom Wert der Arbeit/La valeur du travail*, ne soient cités qu'en une seule. Des livres de référence anciens sont parfois répertoriés, comme ceux de Robert Grimm, mais la thèse d'André Lasserre sur *La classe ouvrière dans la société vaudoise* (1973) est hélas tombée dans l'oubli.

Les rédacteurs et rédactrices du dossier reconnaissent bien, dans leur introduction, que la communication est difficile et que les échanges entre régions linguistiques sont asynchrones, mais cela rend les alémaniques «gelegentlich in Sprachlosigkeit erstarrt», tandis qu'en français il est simplement dit que «l'idée de les commenter systématiquement a été abandonnée»... Plutôt que de s'en plaindre, il vaudrait la peine de trouver les moyens de renouer le dialogue, en y invitant aussi nos camarades de Suisse italienne.

Marianne Enckell

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés: partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives... sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro:

Charles Heimberg, *Les assurances sociales au Congrès ouvrier de 1890*
(document)

Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne et les secours mutuels* (document)

Claire Bonici, *Secours aux chômeurs et solidarités ouvrières à Lyon au XIX^e siècle*

Carola Togni, Jean-Pierre Tabin, *Syndicats et assurance chômage, une politique à double tranchant*

Patrick Auderset, Letizia Pizzolato, *Défendre les droits des chômeuses et des chômeurs: l'exemple de l'ADC Lausanne (1992-2010)*

Matthieu Leimgruber, *Syndicats et retraites en Suisse au XX^e siècle, du rêve mutualiste à la défense des assurances sociales*

Alfiero Nicolini, Jacques Robert, «Trois piliers» contre «retraites populaires»,
un entretien

Chroniques et compte rendus

AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne

www.aehmo.org

CCP 10-24143-0

Diffusion en librairie:

Editions d'en bas,
30 rue des Côtes de Montbenon,
1003 Lausanne

25 francs suisses

